

FLN

# L'opposition remonte au front

**Les opposants à Abdelaziz Belkhadem ont publié, hier, la liste des membres du comité central du parti ayant signé la motion de retrait en avril et mai derniers.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La coordination des membres du comité central du Front de libération nationale passe à l'action. Hier, la presse a été destinataire de la liste des 180 membres du comité central ayant signé la motion de retrait de confiance qui avait ciblé le secrétaire général de cette formation en avril et mai 2012.

«Face aux allégations répétées de Abdelaziz Belkhadem, visant à tromper les militants du parti et afin de lever toute ambiguïté, les membres du comité central, ayant refusé la déviance politique et les violations statutaires, ont décidé de rendre publique la liste des membres du comité central ayant cautionné le retrait de confiance en le secrétaire général», peut-on lire dans ce document signé par Ahmed Boumahdi, coordinateur national de ce mouvement de protestation. Les 180 membres du CC ont signé les formulaires «lors de rencontres tenues le 9 avril au siège du parti, le 14 avril à la kasma de Bourouba et le 19 mai à la kasma d'El Madania». Ainsi des cadres, présentés comme étant proches de Abdelaziz

Belkhadem, ont signé pour son limogeage. C'est notamment le cas de Chekou Abdelkader, Abdelmadjid Azzedine ou encore de Mohamed Kamel Rezgui. Des «historiques», des personnalités politiques ainsi que des ministres - dont certains toujours en poste - figurent sur cette liste : Boualem Benhamouda, Abderezak Bouhara, Ali Mimouni, Abdelkader Bounekraf, Saliha Djeflal, Ahmed Sbaa, Abderachid Boukerzaza, Abdelkrim Abada, Mohamed Seghir Kara, Amar Saïdani, Boudjemaâ Haïchour, El Hadi Khaldi, Mahmoud Khoudri et Ben Alia Boulehouadjeb.

La publication de cette liste intervient 72 heures seulement après le camouflet infligé par le chef de l'Etat à Belkhadem à travers le reniement gouvernemental, il y a lieu de s'interroger sur le timing choisi par les opposants pour lancer cette offensive. «C'est une simple coïncidence», insiste Mohamed Seghir Kara, un des principaux animateurs de la coordination des membres du CC. «Ces dernières semaines, nous avons tenu quatre réunions régionales. Il s'avère que la décision de la publication de cette liste a été adoptée vendredi dernier. Mais il faut reconnaître que le hasard a bien fait les choses.»

En fait, en rendant publics les noms des 180 signataires de la motion de retrait de confiance, cette coordination souhaite démontrer que les



Photo : Samir Sid.

travaux de la session du comité central, tenue les 15 et 16 juin à Sidi-Fredj, ont été détournés en faveur de Abdelaziz Belkhadem. Une démarche peu convaincante puisque cette fameuse liste est sortie quatre mois après les faits. Dans le document signé, hier, par Ahmed

Boumahdi, il est fait mention d'un groupe de 41 membres du comité central qui s'oppose à Belkhadem «mais dont les noms ne sont pas publiés pour des raisons professionnelles et autres».

La coordination avance un total de 221 membres opposants sur les 343 qui composent le CC. Mais il semblerait que «le Groupe des 41» soit en fait des cadres restés fidèles à la démarche initiale du mouvement de redressement et de l'authenticité initié par Salah Goudjil. «Le lancement de notre mouvement visait justement à dénoncer la composante du comité central issu du dernier congrès. C'est le point principal qui nous oppose à Abdelaziz Belkhadem. Nous estimons illogique de destituer le secrétaire général à travers cette instance. Ce serait la reconnaître de fait», explique Brahim Meherzi, membre actif du mouvement de redressement et de l'authenticité. Bien que divisés dans la marche à suivre, tous les opposants ont aujourd'hui un seul et unique but : destituer l'actuel secrétaire général du Front de libération nationale. Abdelaziz Belkhadem pourra-t-il tenir encore longtemps sans la protection de Abdelaziz Bouteflika ? Les prochaines semaines seront décisives.

T. H.

## APRÈS SON LÂCHAGE PAR BOUTEFLIKA

# Les jeunes du FLN comptent destituer Belkhadem

**L'étai se resserre sur le SG du FLN, Abdelaziz Belkhadem, dont l'éjection du gouvernement et de son poste de représentant personnel du président Bouteflika, en a surpris plus d'un et donné une chance inopinée à ses opposants de revenir à la charge.**

C'est ainsi que le mouvement de la jeunesse FLN, revigoré par l'éviction du chef décrié du vieux parti, envisage d'entreprendre une action d'envergure contre ce dernier, avant jeudi, pour exiger son départ définitif et sans conditions. C'est ce que nous avons appris auprès du chef dudit mouvement Badis Boulouadnine qui nous a révélé que «le président Bouteflika en sa qualité de président du FLN sera destinataire d'une lettre détaillée» quant à «la gestion du parti par Belkhadem et les magouilles qui se préparent à l'occasion des élections locales». Notre interlocuteur soutient que «plus de 3 000 jeunes des 48 wilayas du pays, représentant la base militante, sont très en colère et comptent organiser un rassemblement au siège du parti à Hydra à Alger pour

exiger la démission pure et simple de celui qui a mené le parti à la dérive». Interrogé sur un éventuel accord avec les redresseurs du comité central, le meneur du mouvement de la jeunesse FLN soutient que «les contacts n'ont jamais cessé et que les membres du CC sont de leur côté pressés de voir Belkhadem décamper du siège pour mettre fin à la crise qui secoue le parti et qui continue à s'enliser par le fait d'une gestion chaotique et irresponsable de la direction». Et de poursuivre, «les valeurs du parti ont été bafouées, sa réputation salie par les affairistes et les adeptes de la "chkara" que Belkhadem a fait entrer par la grande porte en les plaçant sur les listes des législatives et en les introduisant dans les structures verticales». En ajoutant que «la plupart de

ceux que Belkhadem a ramenés n'ont aucune relation avec le parti». Notre interlocuteur affirme que «Belkhadem est fini et ses jours sont comptés. Il ne peut plus se prévaloir du soutien du président Bouteflika après le camouflet qu'il lui a infligé en l'éjectant du gouvernement et s'il veut se présenter aux élections présidentielles de 2014 sous la coupe du FLN, il devra passer sur nos cadavres car nous ne lâcherons pas prise. Nous sommes prêts à lui faire la guerre et aller au casse-pipe mais il ne restera pas longtemps, nous sommes déterminés à le destituer du poste qu'il occupe illégitimement». «S'il a un peu de dignité, poursuit le protestataire, qu'il dépose sa démission !» Le chef du mouvement de la jeunesse FLN indique que parmi les exigences des jeunes figurent, «la tenue d'une session extraordinaire du comité central pour rectifier la ligne déviée du parti et son remplacement temporaire par une figure de proue du parti tels que Abderrazak Bouhara ou

Mohamed Boukhalfa pour assurer l'interim, avant l'organisation d'un congrès extraordinaire pour sauver le parti des mains des affairistes et des pantins télécommandés». Badis Belouadnine promet «une déferlante qui emportera Belkhadem et ses sbires». Ce dernier qui s'attèle à organiser l'université d'été, prévue lundi, va devoir redoubler d'ingéniosité pour passer cette énième épreuve infligée par ses adversaires mais qui risque de lui porter le coup de grâce sans l'appui du locataire d'El Mouradia. Après la vieille garde issue de la famille révolutionnaire qu'il a traitée avec mépris en usant de pratiques peu orthodoxes, c'est au tour des cadres intègres et l'élite d'être poussés vers la porte de sortie sans ménagement en les remplaçant par les affairistes. Force est de constater que ces manœuvres ont fini par se retourner contre lui et les coups de canif dans le contrat, assénés par ses fidèles proches, risquent de porter l'estocade à ses ambitions démesu-

rées. Outre ce mouvement des jeunes, on parle d'une motion de défiance qui circulerait à travers le pays pour acculer le SG du vieux parti à déposer sa démission sans oublier les autres mouvements nés dans les différentes structures échaudés par les résultats des législatives du 10 mai dernier et qui ne veulent pas répéter leur douloureuse expérience avec les locaux qui arrivent au galop. Tout comme Ouyahia, Belkhadem en perdant la couverture présidentielle, et en minimisant la contestation au sein de sa formation politique voit ses chances d'intégrer la course électorale de 2014 s'amenuiser et rétrécir comme une peau de chagrin, d'autant plus que les rumeurs sur le retour de grosses pointures disparues de la scène politique ayant une aura auprès des populations, se préparent pour la magistrature suprême en se mettant sur les starting-blocks. Apparemment, ce n'est plus qu'une question de temps !

Fatma Haouari

## RND

### Les «opposants» à Ouyahia montent au créneau

Dans un communiqué parvenu, hier, à notre rédaction, le mouvement dit de «sauvegarde du Rassemblement national démocratique», mouvement qui se présente comme une opposition à Ahmed Ouyahia au sein du RND, a exhorté ses «adhérents» à s'imposer plutôt sur les listes du parti. «Nous appelons les militants regroupés sous l'égide du mouvement de sauvegarde du Rassemblement national démocratique, à défendre leur droit de se porter candidats sur les listes du parti. Et, si jamais ils seront exclus, de persévérer et surtout, ne pas entrer en dissidence ou de se jeter dans les bras d'autres formations politiques», a-t-on insisté. Et d'asséner : «Le parti n'est pas une propriété privée, comme le pense l'actuelle pseudo-direction dont les membres s'entre-déchirent pour le gain illicite provenant du commerce des listes électorales». Le mouvement estime que «l'impopularité d'Ouyahia influe négativement sur le parti qui a perdu de son influence sur la scène politique et sa position dans les assemblées élues». Les signataires du communiqué, Tayeb Zitouni, Nouria Hafsi, Ahmed Boubrik, Belkacem Benhassir, Kamel Belkheir, Ali Gouri et Tounsi Bousahia en l'occurrence, réunis mercredi dernier à Alger, portent le chapeau à Ouyahia et l'accusent de «bricolage, d'autoritarisme, de l'exclusion de cadres du parti et le parrainage d'intrus au parti lors des rendez-vous électoraux». Raisons suffisantes, avancent-ils, pour «justifier son départ de la direction du parti». Direction qui, ajoutent-ils, «cumule des échecs à cause de l'absence d'un discours cohérent promouvant un projet de société, les positions contradictoires face à des questions fondamentales et l'absence de dialogue au sein des instances du parti».

L. H.

## AVIS DE DÉCÈS

La famille Salhi, ses fils ainsi que les familles Aliouat et Amoura vous font part du décès de leur père et fils, neveu et beau-fils **Salhi Med dit Bouam** décédé le 04/9/2012. L'enterrement a eu lieu le 06/09/2012. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

## LOUISA HANOUNE À BLIDA :

### «Sellal peut apporter le changement»

**Présente hier à Blida dans le cadre de l'organisation de son parti en prévision des prochaines élections locales, la secrétaire générale du Parti des travailleurs, M<sup>me</sup> Louisa Hanoune, a fait un tour d'horizon de la situation politique du pays et à l'étranger.**

Pour Louisa Hanoune, parler de politique nationale sans tenir compte de l'actualité internationale et son système capitaliste est un non-sens car, affirmera-t-elle, ce système connaît une crise sans précédent, qui se répercute sur les pays du Maghreb. Louisa Hanoune croit dur comme fer que l'intégrité du pays est visée par le triptyque qu'est l'Union européenne, le FMI et la Banque centrale européenne dont l'objectif, dira-t-elle, est de décider de l'avenir des peuples en régulant à leur guise leur économie. «Si notre pays a miraculeusement échappé au dessein de déstabilisation par l'Occident, c'est grâce un peu à la nationalisation des hydrocarbures et la préservation du secteur public, lesquelles ont profité au pays par la protection des ressources financières», soutient Louisa Hanoune. Et de continuer : «Nous avons fait face à la crise alors que les multinationales ont connu un effondrement certain.» Sur le plan de la politique internationale, la

secrétaire générale du PT fera savoir que le bureau politique du parti s'est arrêté sur la guerre des factions «programmée par l'étranger» en Syrie. Les groupes d'opposition sont constitués de plusieurs nationalités, informera-t-elle, et ceci entre dans le cadre, dira-t-elle, du Grand Orient américain, lequel aura des répercussions sur le Liban. L'Algérie est directement concernée par ce marasme politique, tonnera Louisa Hanoune car nos frontières avec le Mali et la Libye d'une longueur de 2 500 km sont toutes minées par des groupes terroristes qui visent, attestera-t-elle, le pays. A ce titre, elle fera le parallèle avec l'enlèvement des diplomates algériens au Mali qui reste pour elle une provocation aux fins d'attirer l'Algérie dans un piège mortel. Selon Louisa Hanoune, l'effondrement de la Libye a été la boîte de Pandore ouverte sur la région du Sahel. «Notre bureau politique refuse une intervention militaire étrangère au Mali comme cela a été le cas pour la Libye. Mais nous favorisons la solution politique car la crise du Mali est venue juste après l'effondrement de la Libye», indiquera-t-elle. Par ailleurs, elle dira que l'Algérie a échappé miraculeusement cet été aux différentes souricières qui lui ont été tendues à travers les provocations suite aux coupures de courant et d'eau ainsi que la hausse des prix surtout que, expliquera-t-elle, la

situation sociale en Algérie est très fragile. Quant à la nouvelle composante gouvernementale, elle dira que le président de la République a procédé à un changement partiel du gouvernement, et ce, pour pallier, dira-t-elle, la catastrophe du 10 mai dernier où, notera Louisa Hanoune, il y a eu une fraude absolue. Selon elle, ce changement dans le gouvernement intervient dans cette perspective pour que soit restaurée la confiance du peuple. Toutefois, elle reste favorable à la nomination de Sellal à la tête du gouvernement car, avancera-t-elle, il peut apporter du changement par le fait qu'il n'appartient à aucun parti politique et qu'il a de l'expérience dans les différents secteurs de l'Etat. Cependant, Louisa Hanoune n'adhère pas à la désignation du président du MPA, sans le citer nommément, comme ministre. Pour elle, ce dernier possède des idées libérales à outrance et a déclaré en 2005, qu'il était favorable pour l'instauration de relations avec Israël et le plan du Grand Moyen-Orient. Tout comme, elle lui en veut pour avoir été propice à l'annulation de la nationalisation des hydrocarbures, lesquelles opinions ne s'accordent pas, signalera-t-elle, avec les positions du président de la République et la politique du gouvernement algérien.

M. B.